ZIMBABWE

# Mugabe accuse l'Occident de chercher à «diviser» le gouvernement

**Le président zimbabwéen Robert Mugabe a accusé hier à Harare, les pays occidentaux de chercher à «diviser» le gouvernement d'union nationale, mis en place en février.**

«Les accusations des violations des droits de l'Homme (...) ont fourni du grain à moudre à l'Occident et à ses médias, puisqu'ils cherchent en permanence des défauts à coller à notre pays», a déclaré M. Mugabe lors d'une cérémonie organisée en ce jour férié au Zimbabwe en l'honneur de l'armée.

«Même maintenant, alors que le gouvernement d'union a reçu le soutien de la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) et de l'Union africaine (...), nos détracteurs, toujours les mêmes, continuent (...) leurs efforts pour nous diviser», a-t-il ajouté dans sa dernière diatribe contre l'Occident. «La paix et la stabilité dont on profite mettent en colère nos détracteurs puisqu'ils ont cherché, en vain et sans bonne raison, des erreurs» dans notre pays, a encore dit M. Mugabe devant des milliers de personnes, dont des ministres zimbabwéens et des diplomates, notamment africains et occidentaux.

En février, le président Mugabe, au pouvoir depuis 1980, et son principal rival, Morgan Tsvangirai, ont formé un gouvernement d'union nationale après la défaite historique un an plus tôt du parti de M. Mugabe, l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (Zanu-PF), aux législatives. En dépit de la mise en place de ce gouvernement, les violences politiques continuent au Zimbabwe, dont l'économie et les infrastructures sont en ruine.

Les donateurs occidentaux conditionnent la reprise de leur aide à ce pays d'Afrique australe à des réformes en profondeur de la part du nouveau gouvernement, dont l'abandon des expulsions de fermiers blancs dans le cadre d'une réforme agraire très controversée. Le président Mugabe s'en prend régulièrement aux puissances occidentales.

Lundi, il avait accusé les Etats occidentaux d'être «racistes» et avait estimé que les aides occidentales n'étaient pas une solution pour redresser l'économie de son pays.

Photo : DR

BIRMANIE

## 14 prix Nobel exigent une enquête pour crimes contre l'humanité

Quatorze lauréats du prix Nobel de la paix ont enjoint à l'ONU d'enquêter sur les «crimes contre l'humanité» en Birmanie, dans une lettre ouverte publiée hier, jour où leur «sœur», l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, était condamnée à 18 mois de résidence surveillée.

«Aujourd'hui, alors même que nous assistons à une nouvelle injustice grossière commise par le régime birman, nous appelons les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à créer une commission d'enquête sur les crimes contre l'humanité en Birmanie», écrivent les signataires. «Il est essentiel que le régime soit tenu pour responsable de ses crimes et que l'ampleur de sa brutalité fasse l'objet d'une enquête. Nous pensons qu'il est temps de mettre fin à l'impunité des crimes de la junte militaire», ajoutent-ils.

Dans cette lettre ouverte adressée aux 15 membres du Conseil de sécurité, les Nobel de la paix évoquent leur «sœur» Aung San Suu Kyi, lauréate du prix en 1991, «de nouveau jugée coupable sur la base d'accusations fabriquées» pour, selon eux, l'éloigner des élections nationales promises par la junte birmane pour l'an prochain.

La lettre est signée par Mairead Maguire, Betty Williams, Rigoberta Menchu, Jody Williams, Shirin Ebadi, Jose Ramos-Horta, le dalaï lama, Mikhaïl Gorbatchev, Wangari Maathai, John Hume, Kim Dae-jung, Adolfo Perez Esquivel, Desmond Tutu et Elie Wiesel.

Déjà privée de liberté à l'époque, Mme Suu Kyi n'avait pu faire le voyage d'Oslo en 1991 pour recevoir son Nobel, donné en son absence à ses deux fils, Alexander et Kim.

AFGHANISTAN

# Neuf civils tués par une bombe dans le sud

***Une bombe artisanale a explosé hier au passage d'un minibus dans le sud de l'Afghanistan, tuant neuf civils, dont un enfant, nouvel épisode de la violence quotidienne à neuf jours des élections présidentielle et provinciales, a annoncé une source médicale.***

Quatre autres personnes ont été blessées par cette explosion survenue dans le district de Maiwand, dans la province instable de Kandahar, bastion des talibans. «Neuf cadavres et quatre hommes blessés ont été admis dans notre hôpital», a indiqué un médecin, Daoud Farhad, employé dans le principal hôpital de la ville de Kandahar.

«Six hommes, deux femmes et un enfant ont été tués. Les corps ont été chargés dans une voiture par la police et amenés à l'hôpital», a-t-il ajouté. Une attaque similaire a touché un véhicule civil dans le district voisin de Zhari, blessant cinq autres civils, selon le chef de district. Le ministère de l'Intérieur a confirmé les deux attaques, qu'il a imputées aux «ennemis de l'Afghanistan», terme habituellement employé par les autorités pour désigner les talibans, puissants dans le sud. Les civils représentent la majorité des victimes du conflit afghan, qui s'intensifie depuis plusieurs années. L'ONU a annoncé le mois dernier que plus de 1 000 civils avaient péri dans des violences et combats sur les six premiers mois de l'année, soit un quart de plus que l'an dernier sur la même période. Près de 60 % des civils ont été tués dans des attaques d'insurgés, essentiellement dans des explosions, et 3 % par les forces pro-gouvernementales, a-t-elle précisé.

## Les États-Unis favorables à une réintégration des talibans dans la société

Le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, s'est dit hier favorable à une réintégration des insurgés talibans au sein de la société afghane dans le cadre d'un processus de réconciliation, comme le propose le président Hamid Karzaï. «Je serais favorable à une réintégration des combattants (talibans) et des commandants de grades peu élevés au sein du processus politique afghan dans le respect de la constitution afghane», a dit le général McChrystal, qui dirige également la force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), sur la radio publique américaine NPR. «Pour les plus hauts responsables, c'est à M. Karzaï de voir», a ajouté le général qui s'exprimait depuis Kaboul. Hamid Karzaï, qui dirige le pays depuis la chute des talibans et est donné favori pour l'élection présidentielle du 20 août, invite depuis plusieurs années en vain les insurgés —talibans et autres groupes rebelles — à déposer les armes et accepter la constitution afghane adoptée après 2001.

M. Karzaï parle «du taliban moyen qui est un Afghan. A notre avis, le taliban moyen combat relativement près de chez lui. A notre avis, le taliban

moyen est payé pour son travail, il n'agit pas par idéologie, n'est pas motivé par un quelconque mouvement nationaliste destiné à libérer son pays», a expliqué M. McChrystal.

Concernant la tenue des élections, le général américain s'est dit convaincu que la situation sur le terrain offrait la possibilité aux Afghans de se rendre aux urnes, y compris dans la province du Helmand (sud) où les insurgés sont très actifs.

Selon lui, «la grande majorité des électeurs du Helmand auront la possibilité de voter».

Interrogé sur ses propos rapportés la veille par le *Wall Street Journal* suggérant que les talibans avaient pris le dessus dans le pays, le général a rétorqué : «Nous allons gagner. Les talibans ne vont pas gagner. Mais nous allons devoir faire face à de bons et de mauvais jours, de bons et de mauvais mois.»

GOLFE ARABE

# Le Koweït dit avoir empêché une attaque contre une base américaine

Les autorités koweïtiennes ont affirmé hier avoir mis en échec un projet d'Al-Qaïda d'attaque contre le camp Arifjane, la principale base utilisée par l'armée américaine, près de l'Arabie saoudite.

«Le service de sûreté de l'Etat est parvenu à arrêter six citoyens accusés d'appartenance à Al-Qaïda et d'avoir projeté de lancer des attaques contre le camp Arifjane, le QG de la sûreté de l'Etat et d'autres installations», indique un communiqué du ministère de l'Intérieur. Le camp Arifjane est situé à 70 km au sud de la capitale koweïtienne et à 70 km de la frontière nord de l'Arabie saoudite. Il s'agit de la principale base koweïtienne, utilisée par l'armée américaine. «Les six personnes (des Koweïtiens) ont été déférées devant le procureur général pour être interrogées et faire des aveux complets sur leurs activités», conclut le communiqué.

Auparavant, le chaîne de télévision Al-Arabiya, basée à Dubaï, avait indiqué que les membres de la cellule projetaient d'attaquer le camp Arifjane durant le Ramadan, mois de jeûne musulman qui cette année commence vers le 20 août. Environ 15 000 militaires américains cantonnent au Koweït, un émirat qui est aussi utilisé comme lieu d'étape pour les troupes entrant ou sortant d'Irak. Le Koweït a été relativement épargné ces dernières années des activités d'Al-Qaïda, dont la dernière attaque dans le pays remontre à 2005. En janvier de cette année, 37 membres d'un groupe accusé d'appartenir au groupe «Les lions de la péninsule», lié au réseau Al-Qaïda, avaient pris part, selon les autorités, à des affrontements avec les forces de sécurité au cours desquels quatre policiers avaient été tués et dix blessés. Huit activistes, dont deux Saoudiens, avaient aussi été tués lors de ces combats. Unique femme du groupe, Noha al-Enezi avait été libérée sous caution. Elle est décédée d'un cancer dans un hôpital de Londres en avril 2006.

Quatre d'entre eux, deux Koweïtiens et deux apatrides, ont été condamnés à mort mais leur peine a été commuée en juin 2007 à la prison à vie.

D'autres accusés, dont huit jugés par contumace, ont été condamnés à des peines de prison allant de deux à quinze ans.